

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES ET EUROPÉENNES  
Bureau de l'Environnement

Saint-Etienne, le

Affaire suivie par : Suzanne LAFAY  
E-mail : [suzanne.lafay@loire.pref.gouv.fr](mailto:suzanne.lafay@loire.pref.gouv.fr)  
Tél : 04.77.48.48.93  
Fax : 04.77.48.47.52  
☐ : SL

Le Préfet de la Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement et notamment :

- le titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le titre 1er du livre II relatif à la loi sur l'eau ;

VU le Code minier,

VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2003 autorisant la S.A. THOMAS à exploiter (renouvellement + extension) pour une durée de dix ans, une carrière de sable et graviers d'alluvions sur le territoire de la commune de ST LAURENT LA CONCHE, lieu-dit "Bel Air", sur les parcelles cadastrées, section A, numéros : 90 (pp), 295 et 297 pour une superficie totale de 6 ha 14 a 06 ca, et 90 pp, 602, 294, 296, 82, 83, 84, 86, 87, 88 pour 9 ha 62 a et 28 ca,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 2003, autorisant une modification du phasage de l'exploitation autorisée ci-avant, suite aux opérations de fouilles archéologiques en cours de réalisation et aux sondages effectués sur l'emprise de la carrière,

VU la demande en date du 18 octobre 2006, complétée le 14 décembre 2006, par laquelle monsieur Laurent THOMAS, président du directoire de la S.A. THOMAS, sollicite l'extension de l'exploitation autorisée par arrêté du 6 août 2003 susvisé à la parcelle cadastrée, section A, numéros 603 (pp), sur le territoire de la commune de ST LAURENT LA CONCHE, pour une superficie totale après extension de 18 a 24a 54ca pendant 5 ans.

VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2007 portant mise à l'enquête publique du 6 mars 2007 au 6 avril 2007 inclus de la demande susvisée

VU les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact

VU les avis et observations exprimés au vu de l'enquête réglementaire

VU l'abandon des parcelles A 90 pp et A 602, d'une superficie de 4 ha 41 a 14 ca, qui a fait l'objet d'un procès-verbal de récolement en date du 26 septembre 2007

VU le dossier complémentaire au volet « milieux naturels » et au document d'incidence NATURA 2000 transmis le 25 septembre 2007 à la DIREN et à la DRIRE

.../...

VU l'avis du commissaire enquêteur,

VU le rapport de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 23 novembre 2007,

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites -formation carrières- en date du 17 décembre 2007,

VU l'absence d'observation émise par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis le 17 janvier 2008 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement susvisé, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement

**SUR proposition** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

## ARRETE

### Article 1 : Autorisation

La S.A. THOMAS dont le siège social est situé « Aux Vincents » à MONTROND LES BAINS, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions de l'arrêté du 6 août 2003, à étendre son exploitation carrière, sur le territoire de la commune de ST LAURENT LA CONCHE au lieu dit « Bel Air », à la parcelle A 603 pp, d'une superficie de 2 ha 48 a 20 ca, pour une superficie, après extension, compte tenu de l'abandon de certaines parcelles, de 13 ha 83 a 40 ca, dans les limites définies sur le plan (parcellaire) joint au présent arrêté.

NATURE DE L'ACTIVITE	VOLUME DE L'ACTIVITE	NUMERO DE LA NOMENCLATURE	A ou D
Exploitation de carrière  extension  Sable et graviers d'alluvions	Superficie extension 2 ha 48 a 20 ca  Superficie totale : 13 ha 83 a 40 ca  Rythme d'exploitation moyen : 100 000 t/an  Maximum : 120 000 t/an	2510.1	A

L'autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté du 6 août 2003.

.../...

**Article 2 :**

Le tableau donnant la liste des parcelles autorisées à exploiter figurant à l'article 2 de l'arrêté du 6 août 2003 est modifié ainsi qu'il suit :

Les parcelles concernées, situées section A, sont les suivantes :

N° de parcelle	Superficie	Occupation du sol
90 pp	44 480 m <sup>2</sup>	Cultures
294	3 295 m <sup>2</sup>	-
295	4 545 m <sup>2</sup>	-
296	3 589 m <sup>2</sup>	-
297	6 861 m <sup>2</sup>	-
82	13 340 m <sup>2</sup>	Cultures
83	5 010 m <sup>2</sup>	-
84	4 080 m <sup>2</sup>	Taillis
86	11 250 m <sup>2</sup>	Cultures
87	4 950 m <sup>2</sup>	-
88	12 120 m <sup>2</sup>	-
<b>TOTAL</b>	<b>113 520 m<sup>2</sup></b>	
extension		
603pp	<b>24 820 m<sup>2</sup></b>	Cultures
<b>TOTAL</b>	<b>138 340 m<sup>2</sup></b>	

En tenant compte de l'abandon des parcelles A 90 pp (15 900 m<sup>2</sup>) et A 602 (28 214 m<sup>2</sup>)

**Article 3 : Plans**

Les plans ci-après : plan parcellaire, plan de phasage, plans relatifs aux garanties financières et le plan de remise en état, complètent ou modifient les plans ayant le même objet annexés à l'arrêté du 6 août 2003.

**Article 4 : Dispositions préliminaires****4.1 - Information du public**

L'exploitant est tenu, avant l'extension de l'exploitation, de modifier sur chacune des voies d'accès au chantier les panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**4.2 - Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation de la zone en extension de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Une copie du plan de bornage sera adressée, dès son établissement, à l'inspecteur des installations classées

**4.3 - Déclaration de début d'exploitation**

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R 512-44 du Code de l'Environnement.

.../...

Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe à l'arrêté du 6 août 2003 .

#### **Article 5 : Dispositions particulières d'exploitation**

Le paragraphe 7.5 de l'arrêté du 6 août 2003 est complété ainsi qu'il suit :

L'exploitation de la parcelle A 603 pp sera conduite selon le phasage joint en annexe.

Les dispositions particulières suivantes seront respectées :

- La destruction des haies se fera en période hivernale, entre octobre et février, pour ne pas déranger l'avifaune ;
- Des haies d'une largeur de 10 m depuis la limite de l'exploitation seront replantées à l'est de la parcelle A 603 pp composée d'espèces arbustives : Prunellier, Aubépine, (favorables à la Pie grièche écorcheur) Eglantier, Cornouiller sanguin, Fusain d'Europe, Sureau noir, Frêne, Chêne pédonculé, Orme champêtre... ;
- Les ligneux seront plantés sur un seul rang, régulièrement, tous les cinquante mètres et sur une longueur d'une dizaine de mètres, la plantation se fera sur trois ou quatre rangs pour constituer des massifs plus denses ;

#### **Article 6 : Remise en état**

Le premier alinéa de l'article 8 de l'arrêté du 6 août 2003 est modifié ainsi qu'il suit :

L'objectif final de la remise en état vise à la création de trois plans d'eau, dont les superficies en eau seront respectivement de 4,21 ha (étang 1 remis au propriétaire du terrain), 1,35 ha (étang 2 dédié à la commune de ST LAURENT LA CONCHE) et 1,96 ha (étang 3 remis au propriétaire

Le paragraphe 8.2 - Remblayage de l'arrêté du 6 août 2003 est complété ainsi qu'il suit :

Pour les carrières en eau le remblaiement doit être réalisé uniquement avec des matériaux d'origine naturelle (matériaux de découverte, et remblais d'origine extérieure), les matériaux de démolitions étant à proscrire. Les matériaux devront être relativement perméables et à granulométrie adaptée pour permettre une relative restauration des conditions d'écoulement de la nappe, éviter les phénomènes de colmatage et ne pas modifier l'effet hydraulique des sols.

La terre végétale sera traitée à part, pour la reconstitution du sol.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

#### **Article 7 : Garanties Financières**

Le premier alinéa de l'annexe relative aux garanties financières de l'arrêté du 6 août 2003 est modifié ainsi qu'il suit :

1. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes quinquennales est :

- au terme de cinq ans (2008) de 50 965 €,
- au terme de dix ans (2013) de 52 625 € + 38 920 € (extension).

.../...

**Article 8 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de LYON :

- Pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.
- Pour les tiers, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 4.3. ci-dessus.

**Article 9 : Publication**

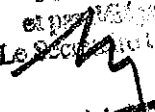
Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la préfecture de la Loire (3ème direction / 4ème bureau) le texte des prescriptions; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le Maire de ST LAURENT LA CONCHE.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

**Article 10 : Exécution**

M. le Sous-Préfet de Montbrison, M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, M. le Maire de ST LAURENT LA CONCHE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

29 JAN. 2008  
Fait à Saint Etienne, le

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Patrick PAMON

**Copie adressée à :**

- M. le Directeur de SA THOMAS  
"Aux Vincents"  
42210 MONTROND LES BAINS
- M. le Maire de SAINT LAURENT LA CONCHE
- M. le Sous Préfet de MONTBRISON
- M. le Directeur Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations classées
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
- M. André LARGERON  
5 rue des Mésanges  
42610 SAINT ROMAIN LE PUY
- Archives 2008/0024
- Chrono